

Lettera di

Cesare Bardesono di Rigras a Camillo Benso di Cavour

Parme, 25 octobre 1859

Monsieur le Comte,

Nous sommes toujours à Parme, où l'ordre règne et paraît ne courir aucun danger pour l'avenir. Mais des difficultés sérieuses commencent à s'annoncer pour nous aussi bien que pour la Toscane et les Romagnes. Une fois qu'il a été prouvé que l'Europe ne permettrait pas l'intervention autrichienne, la politique de l'Autriche a été de retarder toute solution et de laisser faire au tems; elle compte ainsi d'un côté sur notre impatience et nos divisions, de l'autre sur l'épuisement de nos finances. Le Gouvernement piémontais n'a rien fait pour nous soutenir dans cette lutte morale. Monsieur Farini est très préoccupé depuis quelques jours à cet égard. Ne voyant plus le Gouvernement piémontais à la tête du mouvement, le parti radical commence à s'ébranler.

L'admirable résultat que la politique de V.E. avait obtenu, de rallier sans conditions et sans arrière-pensée tous les républicains de l'Italie à la monarchie de Victor-Emmanuel, sera bientôt perdu, si les ministres de Turin ne sortent pas de la mauvaise voie dans laquelle ils se sont engagés. Le jour où les républicains auront relevé leur drapeau, pas un seul des modérés de ces pays-ci, et de la Toscane surtout, ne nous restera fidèle, ils préféreront la restauration aux dangers d'une guerre civile. Contre cette éventualité nous faisons tous les efforts possibles, mais le seul argument que nous ayons à notre disposition est aussi difficile que dangereux puisqu'il s'agit de faire passer dans les autres une confiance, dans la politique piémontaise, qu'il est tous les jours plus difficile de partager; et quand il nous sera démontré que nous avons tort, nous n'aurons plus aucune autorité pour *dompter* les républicains.

Les difficultés financières sont aussi très graves, l'emprunt de 10 millions que Mr Farini avait fait, devait suffire pour nos besoins de cinq mois: il a été en grande partie souscrit à forfait par des banquiers qui comptent le remettre peu à la fois, mais le Gouvernement a encore trois millions à émettre.

L'opération était à peu près assurée quand le Gouvernement de Turin demanda à Mr Farini d'ouvrir à Modène et à Parme la souscription pour l'emprunt piémontais. Il n'y avait pas moyen de refuser une telle demande, mais il fallait renoncer à l'espoir de placer nos trois millions. Nos banquiers d'un autre côté se trouvent compromis pour les rentes qu'ils ont encore et qui ne soutiendront pas la concurrence de la souscription piémontaise.

Dans l'embarras où il se trouvait Mr Farini adressa au ministre des Finances trois demandes: 1°. que les titres du dernier emprunt modénais-parmesan fussent quotés à la Bourse de Turin; 2°. qu'ils fussent acceptés en dépôt par la Banque Nationale; 3°. que le Gouvernement piémontais cédât à celui de Modène et Parme 3 millions de son nouvel emprunt et qu'il acceptât en paiement les titres du nôtre, pas encore émis.

Ces demandes ont été repoussées sans discussion. Elles étaient cependant très modérées, car même la troisième présentait aucun inconvénient, la différence qu'il aurait pu y avoir entre le prix de nos titres et celui des Piémontais aurait été bonnifiée et le Gouvernement du Roi n'aurait fait que nous faciliter l'émission de notre emprunt sans dépenser un sou vaillant.

Monsieur Farini désire que vous connaissiez ces détails afin que vous compreniez pourquoi il est quelquefois découragé: en même tems il me charge de dire à V.E. que quand il ne pourrait plus rien espérer du ministère Lamarmora, il tâcherait de se mettre d'accord avec Cipriani et Ricasoli pour demander au Gouvernement la convocation des Chambres, afin de leur soumettre l'état des affaires. La discussion aurait pour résultat un changement de ministère et de politique. Nous aurions de nouveau un chef et la Maison de Savoie ne perdrait pas son prestige, comme elle le fait en ce moment au profit des idées républicaines. Mr Minghetti, que vous devez voir un de ces

jours, vous tiendra à peu près le même langage. Tout le monde compte sur V.E. et sur l'amour *paternel* qu'Elle doit avoir pour notre cause.

Veillez me pardonner la *longueur* de ma lettre: je n'ai pas su m'acquitter avec moins de mots de la commission que m'a donnée Mr Farini. Je ne la prolongerai pas pour répéter à V.E. l'expression des sentiments qu'Elle me connaît et qui seront toujours les mêmes. De V.E.

le très obéissant et très dévoué serviteur
Bardesono